



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

L'Iran et la Turquie face au "printemps arabe" : vers une nouvelle rivalité stratégique au Moyen-Orient ? / Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner

éd. GRIP, 2012

cote : 58.575

Voisins séculaires, l'Iran et la Turquie ont toujours entretenu entre eux des relations tendues. À l'Empire byzantin chrétien opposé à l'Iran sassanide mazdéen, succéda l'Empire ottoman musulman sunnite ennemi de l'Empire safavide chiite. Les États limitrophes subirent leur vasselage, jusqu'à ce que la Russie conquière le Caucase Nord puis Sud comprenant l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan longtemps disputés entre Istanbul et Téhéran. Quant à l'Irak, il fut soustrait à l'Iran pour devenir province de l'Empire ottoman.

Aujourd'hui le néo-ottomanisme et la dé-laïcisation de la Turquie sont devenus les marqueurs politiques de l'AKP au pouvoir, qui s'érige en Défenseur des sunnites arabes, tandis que la *mollahcratie* iranienne soutient les chiites majoritaires de l'Irak et minoritaires de la Syrie et du Liban. Ce sont toutes ces luttes régionales qui sont évoquées dans cet ouvrage qui nous incite à mieux connaître les luttes hégémoniques auxquelles se livrent deux puissances conscientes de leurs civilisations anciennes et concurrentes. Ces antagonismes sont parfois apaisés par la volonté de dialogue de certains dirigeants, par le réalisme politique, la nécessité économique ou l'intrusion d'adversaires potentiels non régionaux. Ainsi, en 1937, le pacte de Saadabed (en Irak) fut signé par la Turquie, l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan, et le CENTO, en 1958, le relaya, conclu entre Turquie, Iran, Paksitan et Grande-Bretagne. Récemment, les échanges commerciaux irano-turcs se sont montés, en 2011, à 16 milliards \$; 2000 firmes iraniennes sont installées en Turquie, et 200 turques en Iran. La suppression des visas entre les deux pays a incité près de 3 millions de touristes iraniens à visiter chaque année la Turquie ; en fait, par ses exportations de gaz et de pétrole, « Ankara permet à Téhéran de desserrer l'étau des sanctions internationales » (p. 13).

L'Iran est en opposition avec la plupart des régimes arabes. Si l'on excepte des relations nouvelles avec la Tunisie qui inquiètent les Occidentaux et les voisins, la Syrie demeure le « seul véritable allié arabe » (p. 52) dont le Régime bénéficie de toute l'assistance multiforme de la mise à disposition d'experts de sécurité, de cyber guerre aux armements lourds, ce qui indispose la majorité sunnite (75%) ; de même, son allié libanais, le Hezbollah, est honni par 60% de la population. En Libye, du temps de Kadhafi, les relations étaient bonnes ; elles ne le sont plus maintenant. Au Yémen, l'Iran soutient des opposants zaïdites (chiïtes) contre le Gouvernement lui-même zaïdite, défendu par l'Arabie saoudite. À Bahreïn,



Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).

Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

la majorité chiite est divisée, car un tiers seulement de cette communauté est d'origine iranienne, et les chiites arabes sont méfiants vis-à-vis de Téhéran ; il en est de même de l'Irak, où une partie des chiites refuse le dogme de la suprématie du clerc sur le politique, prônée par l'Ayatollah Khamenei. L'Arabie saoudite, les Émirats, Koweït, craignent l'influence de l'Iran sur leurs minorités chiites, souvent marginalisées dans un contexte wahabite. Aussi l'Iran se rapproche de la Russie dans la mesure où les deux États doivent faire face aux poussées islamistes sunnites du Caucase, d'Asie centrale, et soutiennent donc la Syrie alaouite menacée, s'opposant donc à la Turquie.

Ankara avait décidé à partir de 2005 de ne plus avoir de problème avec aucun État voisin mais son désir de proposer un « modèle turc » basé sur un « sunnisme libéral », et qui fut bien accueilli au Caire, à Tunis et à Sanaa, conduisit à la rupture avec le gouvernement alaouite syrien et au soutien de l'*Armée syrienne de libération*, à dominance sunnite. De plus, le soutien au Hamas (sunnite mais extrémistes) le fit rompre avec Tel-Aviv : il fallut beaucoup de diplomatie au Premier ministre Erdogan pour faire oublier aux nouvelles autorités libyennes sa liaison profonde avec le régime de Kadhafi. En tout cas, la politique étrangère turque s'oriente de plus en plus vers une coopération avec les puissances économiques émergentes de l'Asie, tout en prenant ses distances avec les États-Unis et l'Union européenne.

Les auteurs estiment que l'année 2011 est celle d'une date charnière pour le Moyen-Orient ; il s'agit d'une redistribution des cartes qui pourrait conduire à la diminution progressive des influences occidentales, à la remontée en puissance, politique pour la Russie, économique pour la Chine, dans la région et à une intégration plus accentuée des États de la zone dans le nouveau modèle asiatique.

Christian Lochon